

## II- Les relations internationales du Québec

Manon Tessier

Volume 28, numéro 3, 1997

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703778ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703778ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Tessier, M. (1997). II- Les relations internationales du Québec. *Études internationales*, 28(3), 606–613. <https://doi.org/10.7202/703778ar>

### *Expulsion de Pol Pot au Canada*

fin juin :

À la demande des États-Unis, les procureurs du gouvernement canadien explorent les possibilités légales de traduire en justice au Canada l'ancien leader des Khmers rouges, Pol Pot. (*The Globe and Mail*, 23 juin 1997, p. A7, 24 juin 1997, pp. A1-A5 et *Le Devoir*, 26 juin 1997, p. A10).

### *Entrée en vigueur et signature d'accords internationaux*

Le Canada signe, ce trimestre, une convention fiscale avec la Suisse tandis que les accords fiscaux avec l'Inde, la Russie, l'Afrique du Sud et l'Ukraine entrent en vigueur. (Finances Canada, *Communiqués nos 97-41 et 42*, 2 mai 1997 ; *Communiqué no 97-44*, 7 mai 1997, *Communiqué no 97-045*, 8 mai 1997 et *Communiqué no 47*, 28 mai 1997).

### *Accueil de dignitaires étrangers*

17 avril :

Le ministre de la Défense de la République tchèque, M. Miloslav Vyborny, est de passage au Canada où il est reçu par son homologue canadien. (Défense nationale, *Communiqué*, 16 avril 1997)

30 avril, 1<sup>er</sup> et 2 mai : Le Secrétaire général de l'OCDE, M. Donald Johnston, effectue sa première visite officielle au Canada. (MAECI, *Communiqué no 80*, 29 avril 1997)

### *Nominations diplomatiques et autres*

17 avril : M. Michael Bell est nommé représentant spécial du ministre des Affaires étrangères du Canada pour Chypre. (MAECI, *Communiqué no 73*, 17 avril 1997).

22 avril : La nomination de M. Donald Smith à titre d'ambassadeur auprès de la République de Croatie est annoncée. (MAECI, *Communiqué no 76*, 22 avril 1997).

12 juin : Le Canada accueille avec satisfaction la désignation de la présidente de l'Irlande, Mme Mary Robinson, au poste de haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme. (MAECI, *Communiqué no 103*, 13 juin 1997)

## **II – Les relations internationales du Québec**

(avril à juin 1997)

### **A — Aperçu général**

Un an après la fermeture de plusieurs délégations à l'étranger, l'heure était au bilan, ce que faisait en avril dernier le ministre des Relations internationales à l'occasion de l'étude des crédits accordés à son ministère<sup>1</sup>.

1. Ministère des Relations internationales, *Discours*, 18 avril 1997 ; *La Presse*, 19 avril 1997, cité par *L'Argus*, 22 avril 1997, p. A2.

M. Simard dressait à cette occasion un bilan positif de la réorganisation du réseau québécois à l'étranger en expliquant que l'adoption de mesures alternatives telles que la nomination de délégués itinérants et l'ouverture de bureaux en collaboration avec le secteur privé, permettraient maintenant au Québec d'être présent dans un plus grand nombre de villes. La dimension « traditionnelle » des échanges bilatéraux n'est cependant pas totalement disparue puisque le bilan du ministre fait état de 140 contacts directs avec des dignitaires étrangers au cours des douze derniers mois.

Par ailleurs, durant les trois prochaines années, le Québec intensifiera la promotion de son image à l'étranger en menant une offensive de relations publiques pour consolider sa réputation internationale et véhiculer un message reflétant les aspirations, valeurs et caractéristiques de la société québécoise. L'actuel gouvernement fera d'ailleurs de cet objectif une priorité dans la mesure où, selon lui, le gouvernement fédéral ne présente pas de façon adéquate la spécificité du Québec à l'étranger.

À quelques reprises d'ailleurs durant le trimestre, les ministres québécois se plaignaient d'un manque de collaboration des autorités fédérales et d'une marginalisation de l'action internationale du Québec. La ministre déléguée aux Mines, Terres et Forêts notait par exemple le peu d'efforts de certaines ambassades canadiennes dans la défense du dossier de l'amiante<sup>2</sup> tandis que le ministre des Relations internationales dénonçait l'attitude du gouvernement canadien qui entraverait la tenue de certaines visites officielles au Québec<sup>3</sup>.

## B — Les politiques d'immigration

Le gouvernement québécois dévoilait, le 17 juin, les grandes lignes de sa politique d'accueil qui fera l'objet cet automne d'une consultation publique<sup>4</sup>. Dans ce document intitulé : « L'immigration au Québec de 1998 à 2000 : Prévoir et Planifier », le gouvernement propose une gestion d'immigration basée sur le respect de la capacité d'accueil du Québec qui suppose une hausse minime de l'immigration ne dépassant pas 5000 nouveaux arrivants par année. Cette hausse favoriserait notamment les candidats indépendants et ceux possédant une bonne connaissance de la langue française. De plus, le Québec entend faire passer à 57 % la part des admissions découlant de sa propre sélection qui se situe actuellement à 50 %.

Par ailleurs, les demandes d'immigration en provenance d'Algérie atteignaient ce trimestre un taux sans précédent. En effet, près de 9000 demandes d'immigration ont été présentées depuis le début de l'année. La dégradation

2. Cabinet de la ministre déléguée aux Mines, Terres et Forêts, *Communiqué*, 6 juin 1997.

3. *Le Devoir*, 29 avril 1997, pp. A1-A8, 30 avril 1997, p. A4, 30 mai 1997, p. A4; *Le Soleil*, 15 mai 1997, cité par *L'Argus*, 15 mai 1997, p. A1; *La Presse*, 31 mai 1997, cité par *L'Argus*, 3 juin 1997, p. A3.

4. *Le Devoir*, 18 juin 1997, p. A4; *The Globe and Mail*, 18 juin 1997, p. A3.

de la situation politique dans ce pays et la fermeture des frontières françaises expliqueraient l'ampleur de ce flux d'immigration vers le Québec<sup>5</sup>.

### C — Le Québec et la Francophonie

La ville de Montréal accueillait les 19, 20 et 21 mai la première conférence des ministres francophones chargés de l'inforoute. Coprésidée par la ministre québécoise de la Culture et des Communications, Mme Louise Beaudoin, cette conférence réunissant une cinquantaine de ministres francophones s'est terminée par l'adoption de la Déclaration de Montréal, un plan d'action visant à créer un véritable espace francophone au sein de l'inforoute. Un fonds multilatéral de soutien à la production de contenu en langue française a également été créé et le Québec s'est engagé à verser 1 million \$ à ce projet<sup>6</sup>.

D'autre part, le gouvernement québécois rendait public les détails de sa participation aux 3<sup>e</sup> Jeux de la Francophonie qui se tiendront du 27 août au 6 septembre à Madagascar. Cent dix athlètes, artistes et membres de mission formeront la délégation québécoise qui participera notamment aux compétitions d'athlétisme, de boxe, de judo, de danse, de peinture et de sculpture<sup>7</sup>. Quant au dossier de la candidature de la ville devant accueillir les Jeux de la Francophonie de 2001, il causait toujours une certaine tension entre les gouvernements québécois et canadien, la candidature de la ville de Sherbrooke soutenue par Québec étant préférée à celle de Hull-Ottawa<sup>8</sup>.

### D — Le Québec et les États-Unis

Le premier ministre, Lucien Bouchard, se rendait à deux reprises aux États-Unis ce trimestre. En avril, il rencontrait dans le cadre de la réunion annuelle des gens d'affaires du Maine et de la grande région de Québec, le gouverneur de cet État, M. Angus King. Les deux hommes ont exprimé le souhait de voir se renforcer la coopération bilatérale entre le Maine et le Québec notamment dans les domaines touristique et biotechnologique. M. Bouchard a également rencontré le sénateur américain Mark Lawrence qui, à l'instar de M. King, a réaffirmé la nécessité de maintenir, quoi qu'il advienne, des relations harmonieuses avec le Québec. Pour souligner cette amitié, M. Bouchard a été invité à prononcer, en février 1998, un discours devant le Sénat et à la Chambre des représentants du Maine<sup>9</sup>.

5. *La Presse*, 5 juin 1997, cité par *L'Argus*, 5 juin 1997, pp. A21-A22.

6. Cabinet de la ministre de la Culture et des Communications, *Communiqué*, 10 avril 1997; *Le Devoir*, 21 mai 1997, p. A4.

7. Ministère des Relations internationales, *La Lettre du Québec 97-05-09*, site INTERNET du MRI.

8. *La Tribune*, 7 mai 1997, cité par *L'Argus*, 9 mai 1997, p. A25.

9. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 24 avril 1997; *Le Devoir*, 25 avril 1997, p. A7.

Le Premier ministre québécois s'est rendu en juin à Newport, au Rhode Island, pour la Conférence annuelle des gouverneurs des États de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada. Les participants à cette conférence consacrée cette année aux thèmes du libre-échange, de la déréglementation de l'énergie et du tourisme, ont accepté la proposition de M. Bouchard de tenir à Montréal un forum pour les gens d'affaires du Québec, des Maritimes et de la Nouvelle-Angleterre. Quelque 150 entreprises sont attendues pour cet évènement<sup>10</sup>.

## E — Le Québec et l'Europe

### 1 — La France

Plusieurs visites ministérielles marquaient les relations franco-québécoises ce trimestre. D'abord, au début du mois d'avril, le ministre français de la Culture, M. Philippe Douste-Blazy, était de passage au Québec où il a rencontré son homologue, Mme Louise Beaudoin<sup>11</sup>. Tous deux ont convenu de modifier les ententes de coproduction audiovisuelle et de favoriser la diffusion du cinéma québécois en France. L'épineux dossier du doublage de films étrangers n'a pas connu de développement majeur, les deux ministres attendant le rapport du comité mixte chargé d'étudier cette question. Mme Beaudoin a rencontré en juin un autre ministre français soit la secrétaire d'État chargée de la Francophonie, Mme Margie Sudre, avec qui elle a dressé un bilan de la coopération franco-québécoise dans le secteur des inforoutes<sup>12</sup>. Mme Sudre séjournait au Québec dans le cadre de la conférence francophone consacrée à l'inforoute.

D'autre part, à la mi-avril, la ministre déléguée à l'Industrie et au Commerce, Mme Rita Dionne-Marsolais, s'est rendue en France pour participer à une conférence de l'OCDE consacrée à l'entrepreneuriat féminin<sup>13</sup>. Son collègue, le vice-premier ministre Bernard Landry, s'est lui aussi rendu dans ce pays au cours du trimestre pour visiter le Salon aéronautique du Bourget où le Québec était représenté<sup>14</sup>.

Signalons enfin la nomination de M. Michel Lucier comme nouveau Délégué général du Québec à Paris. M. Lucier, qui exerce depuis 1994 le rôle de représentant personnel du Premier ministre pour la Francophonie, remplace à mi-mandat M. Marcel Masse désigné à d'autres fonctions<sup>15</sup>.

10. *Le Devoir*, 3 juin 1997, p. A3 et 4 juin 1997, p. B2; Ministère des Relations internationales, *Lettre du Québec 97-06-06*, site INTERNET du MRI.

11. Cabinet de la ministre de la Culture, *Communiqué*, 8 avril 1997; *Le Devoir*, 8 avril 1997, p. A7; *Journal de Québec*, 8 avril 1997, cité par *L'Argus*, 8 avril 1997, pp. A11-A12.

12. Délégation générale du Québec à Paris, *Lettre du Québec*, vol. 10, no 6, juin 1997, p. 4.

13. Cabinet de la ministre déléguée à l'Industrie et au Commerce, *Communiqué*, 16 avril 1997.

14. *Le Devoir*, 13 juin 1997, p. A9.

15. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 2 mai 1997; *Le Devoir*, 3-4 mai 1997, p. A5 et 7 mai 1997, p. A1.

## 2 – L'Italie

À la mi-juin, le ministre des Relations internationales se rendait en Italie afin d'inaugurer le Bureau d'affaires Québec-Italie. Situé à Milan et dirigé par Mme Sandra Bonani, ce bureau, qui a pour principal mandat de renforcer les liens économiques, est le résultat d'une collaboration entre la Chambre de Commerce italienne au Canada, la Caisse de dépôt et de placement du Québec et le gouvernement québécois<sup>16</sup>. D'autre part, le ministre Simard a profité de son passage en Italie pour s'entretenir à Rome avec le Président du Conseil pontifical de la Culture, le Cardinal Paul Poupard, dans le but de planifier la tenue à Québec d'un symposium international du Conseil pontifical en 1999<sup>17</sup>.

## F — Le Québec et l'Amérique latine

### 1 – Le Brésil

Dans le cadre d'une visite pancanadienne, le Président du Brésil, M. Fernando Henrique Cardoso, s'arrêtait au Québec, le 23 avril. Un entretien avec le premier ministre Bouchard, suivi d'un dîner d'État, a notamment permis à M. Cardoso et à ses hôtes québécois de discuter de la libéralisation des échanges dans les Amériques et de faire un suivi de la mission économique menée par le Québec dans ce pays en 1996<sup>18</sup>.

### 2 – Le Venezuela

Le point saillant de la visite de deux jours du gouverneur de l'État de Merida au Québec a été la signature, en compagnie du vice-premier ministre du Québec, d'une entente de coopération ayant pour but le développement bilatéral des relations commerciales et des échanges industriels. Outre le vice-premier ministre Landry, le gouverneur Barrios a rencontré plusieurs autres ministres du gouvernement ainsi que le Président de l'Assemblée nationale<sup>19</sup>.

### 3 – La mission en Amérique latine de la ministre Carrier-Perreault

Du 5 au 9 mai, la ministre déléguée aux Mines, Terres et Forêts, Mme Denise Carrier-Perreault, visitait le Pérou, la Colombie et le Mexique, trois pays qui importent annuellement près de 44 000 tonnes d'amiante chrysotile du Québec. Faisant le bilan de cette tournée de sensibilisation, la ministre s'est réjouie de la volonté démontrée par ses hôtes d'utiliser de façon sécuritaire ce

16. Ministère des Relations internationales, *Communiqué*, 10 juin 1997; *Le Devoir*, 12 juin 1997, p. A4.

17. Ministère des Relations internationales, *Communiqué*, 13 juin 1997.

18. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 23 avril 1997; *le Devoir*, 25 avril 1997, p. A7.

19. Ministère des Relations internationales, *Communiqué*, 11 juin 1997.

produit et de ratifier la Convention internationale qui régit l'amiante<sup>20</sup>. Par ailleurs, la visite latino-américaine de Mme Carrier-Perreault a permis de faire avancer le dossier d'une coopération entre le Québec et le Mexique dans le domaine de la géomatique<sup>21</sup>.

## G — Le Québec et le Moyen-Orient

### I — La visite du ministre Simard au Moyen-Orient

Accompagnant une vingtaine de participants, le ministre des Relations internationales du Québec, M. Sylvain Simard, dirigeait du 7 au 12 avril une mission économique en Israël et en Égypte. Le fait marquant de son séjour en Israël a été une rencontre avec le ministre de l'Environnement et de l'Agriculture, M. Zevulun Hammer, à l'issue de laquelle fut signée la première entente de coopération entre le Québec et Israël. Cette entente privilégie une coopération technologique dans les secteurs pharmaceutique, agroalimentaire, environnemental et biotechnologique ainsi qu'une coopération universitaire dans le domaine des droits de scolarité et des bourses. Durant ce bref séjour, M. Simard a également discuté avec des représentants palestiniens qui se sont montrés intéressés par la proposition québécoise de réaliser des projets tripartites reliés à la gestion de l'eau<sup>22</sup>.

En Égypte, la visite de M. Simard a aussi donné lieu à la signature d'une entente institutionnelle qui, cette fois-ci, favorisera une collaboration dans les secteurs de la gestion de l'eau, l'urbanisme, l'environnement, l'administration publique et la conservation du patrimoine. Dans cette foulée, une mission commerciale égyptienne spécialisée dans ces secteurs viendra sous peu au Québec.

Traçant un bilan de son voyage, le ministre s'est dit « grandement impressionné » par le désir exprimé chez ses interlocuteurs tant israéliens, palestiniens qu'égyptiens de voir la présence du Québec s'affirmer dans cette région<sup>23</sup>.

### 2 — Le Liban

Les 13 et 14 avril, secondé par trois de ses ministres, le Premier ministre du Liban, M. Rafic Hariri, effectuait une visite officielle au Québec. En s'entretenant avec le vice-premier ministre, M. Bernard Landry, et le ministre des Relations internationales, M. Sylvain Simard, M. Hariri a principalement

20. Cabinet de la ministre déléguée aux Mines, Terres et Forêts, *Communiqué*, 28 avril 1997 et 9 mai 1997; *Le Soleil*, 10 mai 1997, p. A10; *Le Devoir*, 10-11 mai 1997, p. C3.

21. Cabinet de la ministre déléguée aux Mines, Terres et Forêts, *Communiqué*, 9 mai 1997.

22. Ministère des Relations internationales, *Communiqué*, 7 avril 1997 et 9 avril 1997; *Le Soleil*, 5 avril 1997, p. A19; *Le Devoir*, 10 avril 1997, p. A6.

23. Ministère des Relations internationales, *Communiqué*, 11 avril 1997.

discuté de l'aide que pourraient apporter le gouvernement québécois et la communauté libanaise du Québec aux efforts de reconstruction de son pays<sup>24</sup>.

## H — Le Québec et l'Asie

### 1 — La Chine

Le 6 mai, à l'issue de leur entretien, le gouverneur de la province chinoise du Liaoning, M. Wen Shizhen, et le Premier ministre, Lucien Bouchard, ont signé une entente de coopération économique qui favorisera la création de co-entreprises entre leurs deux provinces. Cette entente privilégie notamment les secteurs des pâtes et papiers, de l'énergie, des télécommunications, de l'agro-alimentaire et de la planification urbaine<sup>25</sup>.

D'autre part, les préparatifs entourant la mission économique de M. Bouchard en Chine allaient bon train. M. Louis Roquet, le président de la Société de développement industriel du Québec, était d'ailleurs désigné chef de cette mission<sup>26</sup>.

### 2 — La mission en Asie de la ministre Carrier-Perreault

Les efforts de la ministre déléguée aux Mines, Terres et Forêts dans le dossier de l'amiante, l'amenaient en Asie qui représente près de 57 % du marché québécois. Mme Denise Carrier-Perreault visitait du 2 au 6 juin la Malaisie et le Vietnam, où elle offrait l'assistance québécoise en matière de formation technique, de prévention et de dépistage. Peu avant son départ, la ministre avait en outre rencontré une délégation vietnamienne venue au Québec spécifiquement pour discuter de ce dossier. Cette quatrième mission à l'étranger de Mme Carrier-Perreault complète une année d'efforts du gouvernement québécois pour contrer un possible effet domino de la décision de la France de bannir l'amiante chrysotile<sup>27</sup>.

## I — Chronologie thématique\*

### *Le Québec et Israël*

1<sup>er</sup> mai :

La Chambre de Commerce Canada-Israël, section Québec, est inaugurée en présence de la ministre déléguée à l'Industrie et au Commerce, Mme

24. Ministère des Relations internationales, *Communiqué*, 10 avril 1997; Agence France Presse, 14 avril 1997.

25. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 6 mai 1997.

26. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 3 avril 1997; voir aussi *Les Affaires*, 10 mai 1997, cité par *L'Argus*, 9 mai 1997, p. A24.

27. Cabinet de la ministre déléguée aux Mines, Terres et Forêts, *Communiqué*, 29 mai 1997 et 6 juin 1997; *Le Devoir*, 7-8 juin 1997, p. C3.

\* Cette chronologie n'est pas exhaustive. Elle mentionne essentiellement des événements non rapportés dans les rubriques précédentes.



Rita Dionne-Marsolais, et du Consul général d'Israël, M. Daniel Gal. Une dizaine de représentants du secteur biotechnologique québécois se rendent en mission en Israël dans les jours suivants. (Cabinet de la ministre déléguée à l'Industrie et au Commerce, *Communiqué*, 1<sup>er</sup> mai 1997).

*L'Asie-Pacifique*

mai :

La ville de Montréal est l'hôte de quelques activités reliées à l'Année canadienne de l'Asie-Pacifique en organisant notamment une réunion des ministres du Commerce de l'APEC et une Conférence consacrée au commerce dans cette région. Des ministres québécois participent à ces événements. (Ministère des Relations internationales, *Discours*, 13 mai 1997 et *Discours*, 4 mai 1997).

*Visite ministérielle aux États-Unis*

5-6 mai :

Le ministre d'État à la Métropole, M. Serge Ménard, se rend à Washington et à New York afin de promouvoir les attraits économiques et touristiques de la ville de Montréal. Il prononce un discours devant l'Americas Society et inaugure le Bureau du Palais des congrès de Montréal dans la capitale américaine. (Ministère des Relations internationales, *Lettre du Québec* 97-05-09, site INTERNET du MRI)

*Le dossier de l'amiante*

22 juin :

En réaction à l'intention du ministre britannique de l'Environnement de bannir l'amiante chrysotile, le gouvernement québécois entend prendre toutes les mesures nécessaires pour sensibiliser ce pays à l'utilisation sécuritaire de ce produit. (Cabinet de la Ministre déléguée aux Mines, Terres et Forêts, *Communiqué*, 22 juin 1997).